

28 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'aide au développement de l'Afrique, le 28 mai 2008.

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat,
Messieurs les Chefs de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chers Amis,

L'année de la IVème TICAD est aussi celle du 150ème anniversaire des relations diplomatiques franco-japonaises. C'est donc avec un plaisir particulier que je m'adresse à cette assemblée où le Japon réunit à nouveau l'Afrique et ses partenaires. Le titre choisi pour cette réunion, "vers une Afrique qui gagne", est pour moi une raison supplémentaire de partager à distance vos travaux, dont Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération, me rendra compte.

Il faut d'abord saluer les progrès accomplis, tout particulièrement la croissance économique retrouvée en Afrique : elle est la condition d'un développement autonome. Mais il n'y aura pas de croissance durable sans entreprises solides, créatrices de richesses et d'emploi. L'initiative française pour la croissance en Afrique que j'ai annoncée au Cap, en février 2008, et par laquelle la France mobilisera dans les cinq ans 2,5 milliards d'euros pour financer les entreprises africaines vise à faciliter l'essor du secteur productif.

Ces entreprises devront aussi bénéficier d'une main d'oeuvre qualifiée. Pour cela, il nous faut promouvoir l'éducation de base, mais aussi secondaire, technique et supérieure.

De même, en mettant l'accent sur les infrastructures et sur l'agriculture, cette croissance bénéficiera au plus grand nombre, et tout particulièrement aux jeunes.

Les besoins de financement d'infrastructure, figurent d'ailleurs au coeur du plan de l'Union africaine et du NEPAD pour l'Afrique. Tout ne peut pas être mis en oeuvre en même temps, nous le savons.

Il faut donc sans doute s'attacher à définir des priorités, le critère de l'intégration régionale méritant une particulière considération.

Permettez-moi de m'arrêter maintenant sur la question de l'agriculture. Nous sommes tous extrêmement préoccupés. Dans quelques jours je participerai à la Conférence de Rome, où je préciserai mes propositions pour un partenariat mondial pour l'alimentation.

Dés que j'ai perçu l'acuité de la crise alimentaire mondiale sous l'effet de l'emballement des prix alimentaires et les besoins immédiats qu'elle suscite, j'ai décidé du doublement de l'aide française en ce domaine.

Mais l'aide ne peut être que transitoire, et consacrée aux cas les plus dramatiques.

Osons dire paradoxalement, qu'à plus long terme, la hausse des prix internationaux peut être une chance pour les campagnes africaines, dont les productions deviennent rentables. L'Afrique y trouvera les moyens de relancer des politiques agricoles aptes à nourrir ses villes et à asseoir la prospérité de ses campagnes.

Vous allez consacrer aussi une partie de vos travaux aux questions environnementales. C'est heureux, car l'Afrique est l'une des premières victimes du réchauffement climatique, alors même qu'elle apporte, par ailleurs, une contribution positive à l'équilibre climatique, notamment à travers ses grandes forêts tropicales.

Je saisis cette opportunité pour dire mon souhait de voir le Fonds pour l'environnement mondial conserver son rôle central, notamment parce que les pays du sud y ont toute leur place dans ce

conserver son rôle central notamment parce que les pays du sud y ont toute leur place dans sa gouvernance.

Vous allez enfin consacrer une large part de vos travaux aux questions de maintien de la paix et de gouvernance démocratique.

Là aussi, je me félicite de voir l'Afrique se donner les moyens propres de son développement politique à travers l'Union africaine, les communautés économiques régionales ou simplement les initiatives des Etats. Mon pays continuera d'y apporter son soutien, notamment à travers ses programmes de formation.

L'universalité de la revendication démocratique est claire aux yeux de tous et spécialement des jeunes Africains. Permettez-moi de rappeler que la démocratie n'est pas simplement la tenue d'élections validées par la communauté internationale, ni a fortiori un simple partage de pouvoirs entre partis rivaux.

La gouvernance démocratique est bien plus que cela, et l'Afrique en est persuadée. Le mécanisme d'évaluation par les pairs mis en place dans le cadre du NEPAD en témoigne.

Je souhaite un plein succès à la TICAD, qui devra éclairer les débats que le G8 consacrera à l'Afrique dans quelques semaines avec la participation de représentants de votre continent.

Je fais toute confiance à la Présidence japonaise pour qu'elle réserve à l'Afrique une place importante dans ces débats du Sommet de Tokyo auquel je participerai. En attendant, je veux vous redire toute mon amitié et vous renouveler mes vœux de succès pour vos travaux.